Humour au sommet

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1974)**

Heft 274

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1026516

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Qui paie, commande

L'ennemi est partout: les syndicats, Schwarzenbach, les socialistes, les Indépendants, et l'extrême-gauche. Par bonheur pour notre « économie libérale », les libéraux lausannois veillent au grain. Ils l'ont d'ailleurs fait savoir à leurs éventuels bienfaiteurs, triés sur le volet parmi les revenus intéressants, un mois avant les dernières élections en pays vaudois.
La circulaire qui suit, pour aider à comprendre le message politique des élus d'un parti dont la « Gazette de Lausanne » / « Journal de Genève » se flatte d'être le porte-parole.

Elections cantonales des 2 et 3 mars 1974.

Messieurs,
Le résultat, dans certaines villes du canton, des récentes élections communales, la situation conjoncturelle et, de manière générale, l'avenir de notre canton, ne sauraient, nous semble-t-il, laisser le chef d'entreprise indifférent au moment où nos autorités cantonales vont être renouvelées les 2 et 3 mars prochain.
Il est notamment certain que, forts de quelques succès obtenus sur le plan communal, divers nouveaux partis ou mouvements présenteront des listes aux électeurs lausannois; la lutte n'en sera donc que plus âpre.
Est-il, dès lors, nécessaire de rappeler quelques-unes des initiatives, ou prises de position, apparues au cours de ces dernières années et dont les promoteurs espèrent tirer parti pour renforcer leurs positions dans le canton ? Nous pensons notamment à:
— L'initiative syndicaliste sur « la participation des travailleurs et de leurs organisations aux décisions dans les entreprises et administrations ».
— La nouvelle initiative Schwarzenbach qui, ayant pour but de fixer de façon définitive le nombre des étrangers autorisés à s'établir et à travailler en Suisse, ne contribuerait qu'à ternir l'image de notre pays à l'extérieur et à rendre plus aigus les problèmes de main-d'œuvre à l'intérieur.
— Les multiples tentatives socialistes d'introduire dans tous les cantons un impôt sur la richesse. Un tel impôt a déjà des conséquences désastreuses dans le canton de Bâle-Campagne. C'est une expérience à ne pas tenter chez nous.
— L'initiative des Indépendants tendant à l'unification des fiscalités cantonales, qui constitue une atteinte injustifiée à la souveraineté des cantons.
— Les actions de subversion menées notamment dans les écoles et les usines par des groupes d'extrême gauche.
Le parti libéral lausannois est décidé à affronter avec confiance et conviction la campagne électorale qui va s'ouvrir, il mettra tout en œuvre pour faire connaître et entendre son point de vue.
Compte tenu des moyens financiers importants nécessaires à une telle campagne, nous nous permettons de solliciter votre appui financier, espérant que vous aurez à cœur de soutenir notre action qui vise au maintien d'une économie libérale.
Nous vous remercions par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à notre requête et vous prions d'agréer nos salutations très distinguées.

Parti libéral lausannois

Signé:
Annie Dutoit, présidente du parti et conseillère communale

Claude Pahud, président du Grand Conseil

Michel Bonnard, président de la commision des finances

LA SEMAINE
DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Humour au sommet

Le conseiller fédéral Ritschard est connu pour l'humour dont il assaisonne ses déclarations. La presse alémanique commence à le citer. La traduction n'est pas facile; tentons cependant de donner quelques exemples de cet humour au sommet empruntées à « TW ».
« Nous vivons tous sous le même ciel, mais nous ne voyons pas tous le même horizon. »
« Le tigre dans le moteur n'est d'aucune utilité si un âne est au volant. »
« Nous ne voulons ni étatiser, ni collectiviser l'homme. Nous voulons humaniser l'Etat et la société. »

Du pétrole au papier

— « Die Weltwoche » (21) compare la hausse des prix sur le marché du papier à celle qui affecta le prix du pétrole l'an passé. Parmi les indications chiffrées données par Paul Klügl, notons que le « Tages-Anzeiger », de Zurich, doit compter sur une charge supplémentaire de 8 millions de francs pour une consommation de 26 500 tonnes de papier. Pas étonnant, dès lors, que les prix, tant des abonnements que des numéros achetés au kiosque soient en passe d'augmenter le 1er juillet (au surplus, la qualité du papier journal a passé de 52 g/m2 à 48,8 g/m2 au 1er mai). Alors que le prix indicatif était de 765 francs par tonne en 1973, ce qui après déduction du rabais de 3 % l'amenait à 742 francs, il sera probablement de 1100 à 1150 francs dès le 1er juillet... Et ce n'est pas fini.

Tout indexer ou rien

— Tout ou rien. Sous ce titre, Heinz Gisler estime dans « Finanz und Wirtschaft » (39) qu'en matière d'indexation, l'alternative est claire: il faut tout indexer, ou rien ! « Chaque indexation partielle détruit l'équilibre économique. » Un exemple d'indexation totale est cité, le Brésil, où le taux d'inflation était de 90 % par année en 1964, et où il est tombé à 12 % en 1973 en raison de l'indexation totale introduite à l'époque par les militaires

au pouvoir. Cette idée, il faut le noter, commence à se répandre aussi dans des milieux de gauche.

La fortune à Zurich

— Dans le magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger », une étude remarquablement documentée sur la répartition de la fortune dans le canton de Zurich, sous le titre révélateur « Davantage d'inégalité qu'aux Etats-Unis » (dans le canton en question, un centième de la population monopolise près de la moitié de la fortune privée, et cette concentration du pouvoir économique ne fait que s'accentuer). L'étude s'articule sur deux prises de position; la première, signée Hans Kissling, qui conclut à la nécessité de renforcer l'efficacité de l'impôt sur les successions; la deuxième, développée par Ferdinand Zuppinger, privat-docent à la chaire de droit fiscal à l'Université de Zurich, se résume dans le thème: « Attention à ne pas tuer la poule aux œufs d'or ! ».

— Dans le supplément du week-end de la « National Zeitung », comme à l'accoutumée, à côté d'articles de fonds, un certain nombre de notes intéressantes, tel le développement de l'arrêt européen sur la télévision par câble, ou l'instauration d'une censure cinématographique au sens propre (pré-censure) en Italie.

La sale besogne des «informateurs»

Hold-up aux portes de Genève. Prise d'otages par les gangsters retranchés dans la banque. La police quadrille la ville, mitraillette au poing. Acteurs et décors sont prêts; le spectacle peut commencer. Manque encore le public. Radio et TV, en direct sur les lieux, vont se charger de la publicité. Au nom de l'information. La foule afflue, aux premiers rangs on peut même voir des mères avec leurs nourissons.

Pendant ce temps les « informateurs » ne perdent pas leur temps. Les gangsters ne sont pas seulement assiégés par la police, mais aussi par le téléphone, journaux locaux, TV, radios — romande et étrangères —, chacun veut décrocher « son » entretien avec les bandits, jouer son flic en herbe.

Le spectacle touche à sa fin. Les cambrioleurs s'en vont, emmenant leurs otages. Dans la foule des cris : « Tuez-les », sinistre encouragement à l'intention des policiers.

Le lendemain tous les détails dans vos journaux avec en plus des commentaires psychanalytico-philosophiques, étonnés, sur le comportement de la foule. Les « informateurs » ne reconnaissent pas les fruits de leur travail. Une semaine avant le hold-up un quotidien de la place publiait un article-choc », « Genève face à la vague de criminalité », « Une situation alarmante », « Genève, comme tant d'autres villes, vit sous un régime de criminalité ». L'ambiance est donnée; c'est Chicago sur le Rhône.

Vérifier sur place !

Mais les Genevois ne sont pas conscients de ce climat d'insécurité. Alors quand l'occasion se présente ils vont vérifier. La réalité cependant n'est pas à la hauteur de l'imagination de certains journalistes : on n'a vu que deux voleurs qui tremblaient dans leurs culottes.

Ce n'est que partie remise; tous les malfras de troisième ordre, tous les quidams en mal de publicité peuvent compter sur les « informateurs » pour auréoler leurs minables méfaits.

Verbois: les autorités genevoises se refont une vertu écologique

Le Conseil d'Etat genevois gonfle le torse. Tel un matamore il part à l'assaut du Gouvernement fédéral. Ainsi donc Berne ne tiendrait pas compte des conditions dont il a assorti son préavis favorable à l'implantation de l'usine nucléaire de Verbois ? On oserait douter des compétences cantonales ?

Depuis quatre ans

Le réveil des autorités genevoises est bien tardif. Voilà quatre ans déjà que l'Electricité Ouest-Suisse (EOS) a déposé son projet à Berne. Voilà deux ans que l'opposition à Verbois nucléaire s'est manifestée. Quatre pétitions au Grand Conseil attendent encore une réponse. A l'exception des socialistes et des vigilants, les partis, prudemment, étudient le problème. Les premiers intéressés, les habitants de Russin, ont clairement exprimé leur refus. Finalement, les journaux ont ouvert des dossiers; l'un d'eux a même organisé des débats publics. Bref le canton a bougé. Durant tout ce temps le gouvernement est resté coi : pas d'opinion sur l'implantation de Verbois, pas d'information sur le déroulement de la procédure.

Trop tardif

Puis soudain son préavis est tombé; sans tenir compte, à ce qu'on sache, des nombreuses oppositions. Le Conseil d'Etat est dès lors mal placé pour s'étonner d'être court-circuité par Berne. Espère-t-il ainsi par une indignation de dernière heure se refaire une vertu écologique aux yeux de la population ? Le revirement est trop tardif pour être honnête.

La politique énergétique ne doit relever ni des communes ni des cantons, nous l'avons déjà dit. L'attitude des autorités genevoises aurait été plus convaincante si, par exemple, elles avaient demandé un moratoire nucléaire et des mesures concrètes pour économiser l'énergie. Elles ont trouvé plus facile de faire vibrer la corde fédéraliste. La qualité de la vie restera encore dans les manifestes électoraux.